

SOCIALISTES

Journal du PS Suisse
117 · Janvier 2025
AZB 3001 Berne · Poste CH AG



Pas d'argent pour la destruction de l'environnement !

Fin 2024, le PS Suisse a lancé, au sein d'une large alliance, l'initiative sur la place financière. Nicole Bardet, co-responsable « financement et placement » à la Banque Alternative, explique pourquoi le texte est important. *Pages 6 – 7*

VOTATIONS

Notre conseillère nationale Martine Docourt (NE) revient sur les enjeux de la votation de février sur l'initiative pour la responsabilité environnementale. *Page 4*

RENCONTRE AVEC LA MAIRE DE BIENNE

Notre camarade Glenda Gonzalez Bassi a pris ses fonctions en tant que maire de Bienne le 1er janvier 2025. Première femme à occuper ce poste, elle répond à nos questions. *Page 8*



L'IMAGE DU MOIS

Le 20 janvier dernier a eu lieu l'investiture de Donald Trump. Son retour à la Maison-Blanche s'inscrit dans un contexte international marqué par le renforcement des forces populistes et nationalistes. En Suisse, cette réélection a trouvé un écho singulier dans les déclarations du conseiller fédéral UDC Albert Rösti, qui, peu avant l'élection, avait publiquement exprimé sa préférence pour Trump. En Europe comme ailleurs, l'extrême droite est en pleine ascension. En France, le RN a obtenu le soutien de plus de 30 % des électeur-trices lors des dernières élections législatives. En Allemagne, l'AfD enregistre des percées électorales significatives, tandis qu'en Autriche, le FPÖ a été chargé de former le nouveau gouvernement. Ces mouvements s'appuient sur des thèmes récurrents : rejet des « élites », critiques acerbes de l'immigration et appels au repli nationaliste. Face à ces tendances inquiétantes, le Parti socialiste suisse se positionne en défenseur d'une Suisse solidaire, ouverte et juste. Refusant les discours de division et de repli identitaire, le PS rappelle que ces valeurs sont plus que jamais essentielles pour préserver la cohésion sociale et relever les défis de demain.

Bienvenue au PS !



Au lendemain de l'élection de Donald Trump aux États-Unis, plus de 1700 personnes ont rejoint le PS. Cet afflux témoigne d'un besoin de résister, ensemble, à une extrême droite toujours plus menaçante pour nos démocraties. Je profite de cette occasion pour souhaiter aux personnes qui nous lisent ici pour la première fois la bienvenue et les remercier pour leur engagement à nos côtés.

Notre tâche est claire : défendre la justice sociale, l'égalité des droits, la solidarité internationale et la démocratie. Avec vous, qui nous avez récemment rejoint-es ou qui êtes membre de longue date, nous avons l'opportunité de construire un rempart solide contre les politiques populistes et antisociales qui répandent leur poison partout sur notre planète.

Votre engagement est le témoin de notre capacité à prendre parti ensemble pour une Suisse solidaire. Cette Suisse est mise en danger par les populistes de l'UDC et du PLR. Le rapprochement de ces deux partis et de leurs représentant-es au Conseil fédéral et au Parlement est une source d'inquiétude pour nous. En 2024, l'UDC et le PLR ont essayé à de nombreuses reprises de réduire la protection du climat, d'empêcher la protection du pouvoir d'achat et de faire reculer l'égalité en Suisse. Le tout avec la bénédiction régulière du Centre, par exemple pour empêcher de nombreuses et nombreux réfugié-es d'Ukraine d'accéder au statut de protection S.

En 2025, beaucoup de défis nous attendent. À l'aide de plusieurs initiatives, nous voulons rendre les crèches abordables pour toutes les familles, faire diminuer le poids des primes d'assurance-maladie et empêcher les banques et les assurances suisses de détruire la planète. Il est presque certain que nous devons également lancer des référendums pour protéger la Suisse solidaire de nouveaux privilèges fiscaux pour les plus riches. Sur tous ces sujets, je sais que nous pouvons compter sur votre engagement, et je me réjouis de cette année combative avec vous.

Tom Cassee,
secrétaire général du PS Suisse



Une année électorale en Suisse romande !

L'année 2025 sera chargée pour les Partis cantonaux romands. Quatre d'entre eux renouvèlent leurs autorités durant cette année. Tour d'horizon des principaux enjeux.

Le Valais ouvrira la marche le 2 mars avec ses élections cantonales. Mathias Reynard, conseiller d'État en fonction depuis 4 ans, y briguera un second mandat. 6 candidatures sont en lice pour 5 sièges, dont 3 sortants. Au niveau législatif, tout l'enjeu pour le PSVR sera de gagner au moins un siège, passant de 20 à 21 député-es et donc, permettant d'obtenir deux places au Bureau du Grand Conseil.

Neuchâtel suivra le 23 mars, également pour les élections cantonales. Le PS y ambitionne de reconquérir une majorité de gauche au Gouvernement, en comptant sur la Gauche Unie (PS, Vert-e-s, POP) et ses deux ministres sortant-es. L'enjeu est identique au Grand Conseil (sans accord électoral), avec actuellement 48 sièges sur 100 pour ces trois partis, dont 21 socialistes.

Le 23 mars également, Genève élira ses autorités communales. Comptant actuellement 11 représentant-es dans les exécutifs communaux du canton, le PS Genève présente 19 candidatures, dont pour la première fois dans 2 communes. Outre le maintien des acquis, regagner un siège à Onex sera central.

Finalement, le canton du Jura fermera la marche, avec ses élections cantonales le 19 octobre. L'enjeu sera le maintien des deux sièges socialistes au Gouvernement cantonal, et le renforcement du groupe au Parlement (actuellement 13 socialistes). L'intégration de la circonscription de Moutier, avec ses 7 sièges, et le maintien des bons résultats obtenus jusqu'ici, pourraient permettre un renforcement du PS.

Pour chacun de ces scrutins, la mobilisation sera capitale. L'année 2024 a montré que le succès pouvait largement être au rendez-vous lors des votations (OUI à la 13^e rente AVS et à la loi sur l'électricité, OUI romand au plafonnement des primes, refus de la réforme LPP, de l'extension des autoroutes ou encore des attaques contre les locataires). À nous de montrer à la population que ces succès sont le fruit de l'engagement du PS en matière de pouvoir d'achat, d'égalité et de climat, pour les transformer en résultats électoraux !

Clément Borgeaud,
co-rédacteur en chef de Socialistes

IMPRESSUM

Éditeur : PS Suisse, Theaterplatz 4, case postale, 3001 Berne
Tél. 031 329 69 69, Fax 031 329 69 70, info@socialistes.ch
Rédaction : Clément Borgeaud, Julie Duvillard, Elisa Jeanneret, Colin Vollmer
Production : Atelier Bläuer, Berne



Oui à l'initiative pour la responsabilité environnementale !

Le 27 mai 2024, la Suisse a atteint un seuil préoccupant : le Jour du Dépassement de la Terre. Ce jour-là, notre pays avait déjà consommé les ressources que la planète est en mesure de renouveler. À partir de cette date, la Suisse vit donc au-dessus de ses moyens, une situation qui soulève des questions sur notre mode de vie et la gestion de nos ressources naturelles. Si l'ensemble de la population mondiale vivait comme nous, il faudrait presque trois planètes pour satisfaire nos besoins. Cette réalité est incontournable : nous ne pouvons pas continuer ainsi.



Martine Docourt,
conseillère nationale (NE)

L'objectif de gestion durable des ressources naturelles n'est pas un frein à l'économie, mais une véritable opportunité. Une politique industrielle progressiste, qui inclut des objectifs environnementaux et sociaux clairs, pourrait stimuler l'innovation, tout en garantissant la justice sociale.

L'empreinte écologique de la Suisse dépasse largement la moyenne mondiale. Et notre capacité à régénérer les ressources et à absorber les déchets est limitée par la taille de notre territoire et ses reliefs accidentés. Ainsi, nous dépendons fortement des importations pour satisfaire nos besoins en nourriture, énergie et matières premières, ce qui aggrave notre déficit écologique.

La gestion durable : un enjeu global et local

La gestion durable des ressources naturelles n'est pas uniquement une question environnementale, mais aussi une question économique et sociale. En termes de climat, la gestion durable des ressources permet

de préserver les habitats naturels et de protéger la biodiversité. Elle assure également le maintien de nos écosystèmes, qui jouent un rôle vital dans la purification de l'eau, la régulation du climat et la pollinisation des cultures.

Sur le plan économique, une gestion durable garantit la pérennité de nos ressources naturelles. Ainsi, en préservant nos forêts et sols, par exemple, nous pouvons assurer leur régénération et leur disponibilité à long terme. De même, une gestion durable des énergies fossiles est essentielle pour réduire notre dépendance à ces ressources non renouvelables et prolonger leur disponibilité. La gestion responsable des ressources naturelles est donc une question de bon sens économique.

Des choix politiques urgents pour l'avenir

Malgré l'urgence de la situation, le Conseil fédéral et la majorité du Parlement ont rejeté l'initiative pour la responsabilité environnementale des Jeunes Vert-e-s, qui proposait

d'intégrer dans la Constitution le principe que l'économie suisse doit respecter les limites écologiques. Ce rejet par le Conseil fédéral est inquiétant, avec toujours les mêmes arguments: la peur de nuire à la liberté économique et «ça n'est pas le moment». Pourtant, l'expérience nous enseigne qu'attendre ne fait qu'aggraver les problèmes. Il est crucial de mettre en place rapidement des politiques publiques ambitieuses et de favoriser de nouvelles habitudes de consommation. Ce n'est qu'en agissant aujourd'hui que nous pourrons construire un avenir plus durable et éviter des mesures coercitives lourdes demain.

En investissant dans la formation et la reconversion professionnelle, nous pouvons accompagner les secteurs touchés par cette transition, tout en réduisant les inégalités sociales, qui sinon continueront de se creuser.

OUI le 9 février 2025!

Face à l'urgence climatique et écologique, il est donc impératif d'accepter des initiatives telles que celle des Jeunes Vert-e-s, qui visent à intégrer les principes de durabilité dans notre Constitution et à renforcer la responsabilité environnementale à tous les niveaux par des mesures ambitieuses et concrètes. Ainsi, nous pourrons garantir un avenir durable à toutes et tous.



CE QUI VOUS ATTEND EN 2025

Au front pour le climat, l'égalité et le pouvoir d'achat

Le PS Suisse a récemment présenté ses objectifs pour l'année 2025 : la lutte contre le dérèglement climatique, le renforcement du pouvoir d'achat et l'avancée de l'égalité sont des priorités absolues. Avec de nombreux projets, l'année politique s'annonce passionnante dans un parti bien vivant. Tour d'horizon.



Elisa Jeanneret, responsable de projet «médias» au PS Suisse

Le coût de la vie augmente et les dépenses de santé restent parmi les plus importantes pour les ménages suisses. C'est pour cette raison que le PS entend remplir deux mandats prioritaires qui lui ont été confiés par le Conseil de parti. Ils concernent les coûts de la santé, a expliqué Samuel Bendahan, co-président du Groupe socialiste, à l'occasion du traditionnel événement de début d'année avec les journalistes. Premièrement, le PS souhaite créer une caisse maladie publique, qui mettrait fin à la pseudo-concurrence entre les caisses-maladie et réduirait ainsi les coûts. Deuxièmement, le PS entend poursuivre son combat pour des primes d'assurance-maladie abordables. Des initiatives sont envisagées sur ces deux sujets.

En ce qui concerne les accords avec l'Union européenne, le PS a réaffirmé sa position : pas de solution sans garantie de la protection des salaires. Car, pour l'instant, cette protection n'est pas assurée. Le Parti socialiste continuera de soutenir l'ouverture à l'Europe tout en protégeant les salaires, a rappelé notre co-président Cédric Wermuth.

Vers des crèches abordables

Protéger le pouvoir d'achat de la population signifie également réduire les coûts liés à l'accueil extrafamilial des enfants. Beaucoup de familles paient trop cher, et ce fardeau financier doit être allégé. L'initiative sur les crèches du PS, lancée en 2022, vise à améliorer le financement public des crèches et garderies. Elle prévoit également de meilleures conditions de travail pour le personnel de ce secteur et demande un nombre suffisant de places dans toutes les régions de la Suisse.

En même temps, cette initiative encouragera plus d'égalité au sein des familles. Des crèches abordables permettront aux parents de mieux répartir les tâches domestiques. Cela permettra surtout aux mères de continuer à travailler si elles le souhaitent, et leur offrira ainsi une meilleure situation financière une fois à la retraite.

Pas d'argent suisse pour détruire la planète

Chaque année établit un nouveau record de température et la petite Suisse joue un rôle important dans ce domaine. Lancée en fin d'année, l'initiative pour une place financière durable vise à mettre fin aux émissions massives de CO₂ provenant des banques, caisses de pensions et autres assurances via leurs investissements dans les énergies fossiles. En tant que plaque tournante de la finance mondiale, la Suisse doit assumer ses responsabilités et cesser de financer ces énergies destructrices.

Un parti bien vivant

Tous ces projets pourront être menés à bien grâce à l'engagement de dizaines de milliers de personnes à nos côtés. En 2024, le PS a pu compter sur plusieurs de milliers de nouvelles adhésions, signe d'une vitalité retrouvée. Comme l'a souligné la Co-présidence du PS Suisse, il y a plus que jamais besoin d'un PS fort en Suisse. Que ce soit par des dons, par des actions dans la rue ou par le soutien à une pétition, chaque action compte pour faire avancer la Suisse solidaire!



« L'autorégulation du secteur ne suffit pas ! »

Avec l'initiative sur la place financière, nous voulons mettre en place les mêmes règles de jeu pour les prestataires de services financiers – afin de réduire les émissions de CO₂. Mais est-ce réaliste ? Nicole Bardet*, co-responsable Financement et Placement à la Banque Alternative Suisse, explique comment cela pourrait fonctionner. Entretien réalisé par Pia Wildberger

Le secteur financier dit qu'il en fait déjà assez et qu'il s'est engagé à s'autoréguler. Pourquoi l'initiative sur la place financière est-elle nécessaire ?

Nicole Bardet : L'autorégulation du secteur ne suffit pas. La branche mise avant tout sur le « reporting » ainsi que sur le conseil aux client-es, ce qui est certes positif, mais ne dit rien sur les opérations que les banques financent concrètement. Sans règles claires, tous les acteurs du marché ne sont pas sur un pied d'égalité. C'est comme pour l'interdiction de fumer dans les restaurants : certains restaurants étaient prêts à renoncer volontairement aux zones fumeurs par respect pour la santé du personnel. Mais tant qu'il n'y avait pas de réglementation générale, ils étaient désavantagés. Après l'introduction de règles

uniformes, le problème a été résolu. Il en va de même pour le secteur financier – des règles claires créent de l'équité et de l'uniformité.

Que faut-il penser lorsque le secteur financier affirme être sur la bonne voie ?

C'est peut-être vrai dans certains domaines, mais les progrès sont trop lents. Vu l'urgence de la crise climatique, nous ne pouvons pas attendre que des mesures volontaires finissent par porter leurs fruits. À nos yeux, les exigences de l'initiative correspondent au strict minimum. Et la pratique montre que les engagements volontaires sont souvent insuffisamment mis en œuvre et faussent la concurrence.

L'initiative peut-elle être mise en œuvre par des établissements financiers plus importants que la Banque Alternative ?

Absolument. L'initiative ne s'adresse pas aux banques locales, mais aux grands établissements et aux assurances. Au niveau mondial, la place financière suisse génère au moins 18 fois plus d'émissions de CO₂ que la Suisse.

Ce sont les grands établissements qui ont la plus grande portée internationale. Dans la mise en œuvre, les banques doivent simplement définir clairement les projets qu'elles excluent et le mentionner dans leurs directives.

La bureaucratie n'est-elle pas énorme ?

L'initiative ne précise pas comment la mise en œuvre des nouvelles directives serait contrôlée. Or, tous les établissements financiers disposent déjà d'instruments, tels que des organes de révision internes et externes. Il suffirait d'intégrer les nouvelles directives dans les processus existants. C'est réaliste et possible sans grand surcroît de travail administratif. En outre, une plus grande transparence serait souhaitable, par exemple en rendant publics les projets que les instituts financiers financent. La Banque Alternative le fait depuis toujours, mais nous sommes les seul-es à le faire.

Comment les sanctions doivent-elles être conçues dans ce domaine pour être efficaces ?

Les sanctions doivent porter sur l'image et la réputation, car la confiance de la clientèle est essentielle pour les banques. Elles doivent donc être rendues publiques. Une atteinte potentielle à la réputation entraîne une pression accrue sur les établissements. Et outre les amendes, qui sont souvent moins efficaces

* Nicole Bardet est co-responsable Financement et Placement à la Banque Alternative Suisse et membre de la direction générale. Elle a étudié l'économie et la gestion d'entreprise à l'Université de Lausanne et a travaillé à la Banque Cantonale Vaudoise jusqu'à ce qu'elle rejoigne la Banque Alternative en 2011. Elle la représente au sein du comité d'initiative.

qu'espéré, le retrait de la licence bancaire pourrait même être efficace dans les cas extrêmes.

Les initié·es disent que l'initiative s'inscrit dans le cadre de développements internationaux. Est-ce vrai ?

Oui, l'initiative s'inspire des normes internationales. Certains pays, comme la Grande-Bretagne et l'UE, sont déjà plus strictement réglementés que la Suisse. Les établissements financiers suisses doivent de toute façon se conformer à ces règles internationales lorsqu'ils font des affaires à l'étranger. Notre initiative n'est donc pas un obstacle, mais s'inscrit dans la tendance internationale.

L'initiative veut empêcher, par exemple, que de nouveaux gisements de pétrole soient exploités avec des financements suisses. En outre, les entreprises du secteur financier doivent également établir des plans dits de transition et montrer ainsi comment elles comptent atteindre les objectifs de l'accord de Paris. Est-ce réaliste ?

Les acteurs du marché financier doivent élaborer des plans de transition, on ne peut pas faire autrement. Nos objectifs s'orientent vers 2050. Sans plan, il ne se passe rien. Et les banques ont un rôle important à jouer en conseillant et en soutenant les entreprises. Avec des incitations financières, comme de meilleurs taux d'intérêt pour les projets durables, les banques peuvent également inciter les entreprises à établir des plans de transition. La pression internationale, par exemple par le

PAS D'ARGENT POUR LA DESTRUCTION DE L'ENVIRONNEMENT

La Suisse, malgré sa petite taille, possède une place financière importante sur la scène mondiale. Ses grandes banques et compagnies d'assurance ont un impact négatif sur l'environnement en finançant des projets tels que la déforestation de la forêt tropicale ou l'extraction du charbon, contribuant ainsi à la crise climatique et à la perte de biodiversité. Alors que de nombreuses entreprises et personnes privées suisses misent déjà sur la durabilité, la place financière continue d'être responsable d'au moins 18 fois le total des émissions nationales de CO₂ de la Suisse. L'initiative pour la place financière interdit l'utilisation de ces fonds pour le réchauffement climatique et la destruction de l'environnement.

Pour mettre en œuvre l'initiative, les banques, les gestionnaires de fortune, les assurances et les caisses de pension suisses doivent éla-

borer et mettre en œuvre des « plans de transition ». Ces plans doivent détailler comment elles s'orienteront vers les objectifs internationaux en matière de climat et de biodiversité. Un plan de transition crédible doit être ciblé, scientifiquement fondé, vérifié de manière indépendante et comparable. De plus, les nouveaux projets d'extraction d'énergies fossiles, comme le charbon ou le pétrole, ne doivent plus être financés ou assurés. L'initiative pour une place financière empêche aussi l'extension de l'exploitation des gisements existants. L'initiative s'appuie sur les normes internationales existantes et les obligations de la Suisse en matière de droit international. Le comité d'initiative est très large. Les grandes organisations de protection de l'environnement et de la nature y sont représentées, tout comme la finance et – à l'exception de l'UDC – tous les partis nationaux.

biens de la directive européenne sur la chaîne d'approvisionnement, y contribue également.

L'initiative entraînera-t-elle une baisse des profits dans l'industrie financière ?

Oui et non. À court terme, il pourrait y avoir des coûts d'adaptation. Mais à moyen et long terme, les investissements durables sont économiquement viables, car ils réduisent les risques inhérents aux investissements

dans les énergies fossiles. De plus, la transformation offre des opportunités pour de nouveaux modèles commerciaux. Mais c'est aussi et surtout la nature qui en profitera – tout ne se mesure pas en francs. Ensemble, nous pouvons créer une place financière qui ne s'engage pas pour des profits à court terme, mais pour le bien commun. La place financière suisse doit tout simplement démarrer maintenant !

CELA DOIT CHANGER

UBS et la déforestation illégale en Amazonie

On a récemment appris qu'UBS avait financé une entreprise agricole impliquée dans la déforestation illégale en Amazonie. Cela met en danger non seulement le climat, mais aussi la biodiversité dans l'un des écosystèmes les plus fragiles de la planète.



Zurich Assurances et les nouveaux gisements de pétrole dans l'Arctique

Selon un rapport de Greenpeace Nordic, Zurich propose des services d'assurance à une entreprise qui exploite de nouveaux gisements de pétrole. Et ce, bien que l'Agence internationale de l'énergie (AIE) appelle depuis des années à ne plus investir dans l'exploitation de nouveaux gisements fossiles si l'on veut respecter l'objectif de 1,5 degré. Selon l'ONG allemande Urgewald, près de 50 % de la production de pétrole et de gaz de l'entreprise concernée Vår Energi provient de l'Arctique. Et malgré la crise climatique, l'entreprise entend poursuivre l'exploitation de nouveaux gisements dans l'Arctique.



Rencontre avec Glenda Gonzalez Bassi, nouvelle mairie de Bienne

Glenda Gonzalez Bassi a pris ses fonctions de maire de Bienne le 1^{er} janvier 2025. Dans cet entretien, elle revient sur son parcours, les défis de son élection et sa vision pour l'avenir de Bienne.

Entretien réalisé par Julie Duvillard, collaboratrice romande au PS Suisse

Tu es la première femme à être élue maire de Bienne. Quelles ont été les étapes clés de ton parcours politique qui t'ont menée jusqu'ici ?

Glenda Gonzalez Bassi : Mon parcours est atypique. Née au Chili et ayant grandi à Bienne, une ville diverse et ouverte, ma sensibilité politique est née dans ma famille. Je n'ai jamais suivi de chemin linéaire, préférant m'investir dans des actions porteuses de sens. J'ai d'abord milité sans parti. Puis, sollicitée par le Parti socialiste, j'ai rejoint la commission

scolaire et été élue au Conseil municipal, un parcours guidé par des valeurs et des projets qui me tiennent à cœur.

Quels sont les grands projets prévus pour 2025 pour Bienne ? Comment souhaites-tu les mener à bien ?

En 2025, Bienne se concentrera sur l'urbanisme, la mobilité et la cohésion sociale, visant à densifier la ville tout en préservant sa diversité et qualité de vie. Les espaces publics joueront un rôle clé face aux défis du changement climatique. Le succès de ces projets dépendra de deux éléments essentiels : la communication et la participation. Il est crucial d'expliquer les interconnexions entre les différentes initiatives, comme la sécurité scolaire, la mobilité douce et l'aménagement des espaces publics. Les démarches participatives, comme les infoquartiers, permettront aux habitant-es de s'impliquer et de renforcer la cohésion.

Bienne est une ville bilingue et multiculturelle. Comment utilises-tu cette richesse au quotidien dans ta gestion de la ville ? Y a-t-il des défis liés à cette spécificité ?

Bienne bénéficie de sa diversité, favorisant l'ouverture, la tolérance et l'intégration. Cela facilite la communication avec toute la Suisse, mais gérer en deux langues demande des ressources. Nous avons mis en place des initiatives, comme des lieux de rencontre bilingues et des offres culturelles adaptées. Cependant, maintenir cet équilibre est un défi. Par exemple, le transfert des cours d'apprentissage en boulangerie-pâtisserie francophones à Delémont a créé une lacune à Bienne, soulignant l'enjeu de garantir une offre éducative complète dans les deux langues dans la région. Malgré ces défis, le bilinguisme reste un atout essentiel pour la cohésion sociale et l'identité de Bienne.

Quels conseils donnerais-tu aux femmes et aux jeunes qui souhaitent s'engager davantage en politique ?

À celles et ceux qui souhaitent s'engager, surtout les femmes et les jeunes, il n'y a pas de moment idéal. L'engagement génère des résultats et peut inspirer un contre-modèle, face à la montée de l'extrême droite, basé sur la justice et la solidarité. Un conseil que j'ai retenu : « apprends à faire le canard, l'eau ruisselle sur ses plumes », pour me blinder face aux critiques gratuites ou violentes et avancer. Votre engagement peut faire évoluer les idées et motiver d'autres à rejoindre un mouvement porteur d'espoir.

Ton parcours montre qu'un engagement fort peut faire changer les choses. Est-ce un signe que tout ne va pas si mal ?

Mon élection a été un défi. Après 50 ans de direction socialiste, la droite a vu une ouverture, mais, grâce à l'engagement de nos militant-es et nos actions de terrain, nous avons pu faire la différence et montrer l'importance de conserver une mairie socialiste. Le fait que, pour la première fois, Berne et Bienne aient à leur tête des femmes montre que les choses évoluent. Cependant, l'engagement doit continuer pour aller de l'avant. Il est essentiel de renforcer la présence militante et de répondre aux préoccupations des citoyen-nés. Pour favoriser une plus grande participation, il est aussi crucial de simplifier l'accès à l'information et d'améliorer la formation civique.

Quels espoirs portes-tu pour Bienne et pour la Suisse ?

Pour Bienne, je souhaite qu'elle reste une ville dynamique, multiculturelle et attentive aux besoins de ses habitant-es. Pour la Suisse, j'aimerais qu'elle joue un rôle clé en Europe, notamment en matière d'innovation, d'écologie et de justice sociale. Nous devons viser haut et être un modèle, plutôt que de nous contenter du minimum.

Qui pourra stopper UBS ?



Services parlementaires, 3003 Berne / Pascal Mora

En l'espace de 15 ans, les deux mégabanques suisses ont dû être sauvées. En 2008, il a fallu mettre 68 milliards sur la table pour racheter des actifs pourris de l'ancienne UBS. En 2023, le sauvetage de Credit Suisse a nécessité 259 milliards de liquidités, dont 168 ont été effectivement utilisés.

Les actionnaires et les managers d'UBS peuvent donc raisonnablement partir du principe qu'en cas de nouvelle descente aux enfers, les autorités fédérales voleront à nouveau à son secours. Cet établissement de taille XXL bénéficie de facto d'une garantie étatique, mise gratuitement à disposition. Cette garantie étatique représente un avantage considérable et permet à la banque d'attirer des capitaux étrangers à moindre coût. En outre, sa position dominante sur le marché intérieur lui permet d'augmenter ses marges, au détriment des emprunteurs, en particulier des PME.

Privatisation des bénéfices

En apparence, le sauvetage de ces deux établissements a rapporté quelques centaines de millions à la Confédération et à la Banque nationale. Or, en réalité, l'affaire est complètement déséquilibrée au détriment de l'intérêt général et des contribuables : dans les deux cas, les actionnaires et les managers ont encaissé des dizaines de milliards de francs qu'ils n'ont jamais dû restituer, alors que la collectivité a encouru des risques à hauteur de plusieurs centaines de milliards. Pour cette prise de risque, elle n'a touché qu'une indemnité ridicule. Ce déséquilibre constitue un cas extrême de privatisation des bénéfices et de socialisation des risques.

Roger Nordmann,
conseiller national (VD)

Le rapport de la Commission d'enquête parlementaire (CEP) sur cette débâcle, rendu public fin décembre, met en évidence les nombreux problèmes de conformité légale de Credit Suisse, notamment en matière de blanchiment d'argent, de gestion des risques ou de fraude fiscale.

Un cadre légal dépassé

Si les autorités suisses ne sont pas directement responsables de la débâcle de Credit Suisse, la CEP a montré que la Suisse n'est, en l'état actuel, pas capable d'encadrer correctement une mégabanque malgré les modifications légales dites « too big to fail » (TBTF). Alors que, depuis 10 ans, les signes annonciateurs s'accumulaient, les autorités fédérales ne sont pas parvenues à intervenir pour empêcher le désastre. Sous la pression des banques, et en particulier celle de Credit Suisse, de très mauvaises décisions ont été prises, comme l'obligation d'octroyer des allègements de fonds propres ou le désormais célèbre « filtre régulateur ».

Il est frappant de constater que les deux solutions les plus sérieusement envisagées dans cette crise, à savoir la solution d'une fusion avec UBS et le plan B d'une étatisation temporaire de Credit Suisse, ne sont pas celles prévues par la législation. Manifestement, les pressions internationales étaient trop fortes pour oser procéder à un assainissement.

Protéger la Suisse d'une catastrophe

La CEP l'a elle-même écrit : il y a « nécessité d'agir ». Notre cadre légal est clairement insuffisant pour encadrer cette UBS devenue XXL. Nous devons protéger la Suisse contre une nouvelle catastrophe bancaire, car les conséquences d'une nouvelle débâcle pourraient être majeures. En effet, la nouvelle UBS étant trois fois plus grande que l'ancien Credit Suisse, on peut imaginer que l'ordre de grandeur des besoins nécessaires à procéder à un éventuel sauvetage serait de nature à remettre profondément en cause la prospérité suisse. La somme à engager pourrait en effet correspondre à la longueur du bilan de la Banque nationale ou à sept fois la dette de la Confédération.

Trois axes doivent désormais permettre de faire face à ce risque immense. En premier lieu, il faut mettre rapidement un terme aux rémunérations abusives et aux dangereux bonus dans les banques d'importance systémique. En second lieu, nous devons interdire le financement des partis politiques par UBS : rien qu'en 2023, ce sont 675 000 francs que les partis bourgeois ont reçu de la part de la mégabanque. Enfin, les garde-fous légaux doivent être renforcés : la FINMA doit être renforcée et des exigences plus strictes en matière de fonds propres doivent être imposées. Certaines de ces propositions ont déjà été déposées au Parlement et seront à l'ordre du jour dans les prochains mois. Il est à espérer que les partis bourgeois auront compris la leçon et nous aideront à empêcher une nouvelle crise bancaire, d'une ampleur inédite.

LUTTER CONTRE LES RACISMES ET LES DISCRIMINATIONS

C'est dans ce contexte suisse et mondial délétère que les socialistes et les Vert-es genevois-es ont organisé en fin d'année 2024 une journée d'échanges consacrée au racisme et à l'antisémitisme. Les témoignages recueillis à propos du racisme anti-noir, de l'antisémitisme, de l'islamophobie et de la tsiganophobie ont clairement montré que les individus victimes partagent un ressenti similaire. À travers les échanges, les participant-es ont identifié de précieuses pistes de collaboration. Les organisatrices Sophie Savoie, Benedict Amsellem-Ossipow et Halima Delimi ont relevé le potentiel encourageant d'une action commune contre la haine et les discriminations.

Recrudescence des racismes

En Suisse, le Service de lutte contre le racisme a évalué en 2022 que 1,2 million de personnes ont été victimes de discrimination raciale au cours de cinq dernières années. Malheureusement, beaucoup de personnes renoncent à déposer une plainte auprès de la police ou du Ministère public. Pour rappel, la portée de la norme pénale 261 bis contre la discrimination et l'incitation à la haine est limitée. Elle punit celles et ceux qui nient dans l'espace public, et non dans la sphère privée, le droit à l'égalité en raison de la couleur de la peau, de l'origine ethnique, de la religion ou de l'orientation sexuelle.

En avril 2024, la Fondation contre le racisme et l'antisémitisme (GRA) et la Société pour les minorités en Suisse (GMS) ont mis en évidence une brusque augmentation des actes antisémites – actes discriminatoires et discours de haine – après l'attaque du Hamas et les violences extrêmes qui s'en sont suivies à Gaza. La Fondation GRA déplorait également « qu'une campagne électorale populiste de droite ait porté atteinte au dialogue sociétal en 2023 ».

S'opposer à la logique du soupçon

À cela s'ajoute « la logique du soupçon » qui pèse sur une partie des groupes minoritaires. En Europe, de nombreux haut-es représentant-es politiques tiennent des propos tendancieux au sujet de ces groupes de personnes. Les musulman-es sont ainsi régulièrement appelé-es à « faire la preuve de leur innocence » ou de leur « bonne intégration » dans la société. De la même manière, face aux exactions commises par l'armée israélienne, il est arrivé que l'on demande à des personnes juives de « prouver qu'elles ne sont pas des sionistes ». Ces différents éléments sont le reflet d'une stratégie de confrontation à l'égard des groupes minoritaires, dont l'objectif est avant tout de détourner l'attention de la réalité des actes racistes, antisémites et discriminatoires.

Plus que jamais, l'action de la gauche contre toutes les formes de racismes est nécessaire. En renforçant cette lutte, nous nous attelons à faire de la Suisse solidaire une réalité pour toutes et tous et nous nous opposons avec force aux stratégies de division de la droite populiste.

Emmanuel Deonna, président de la Commission Migration et Genève internationale du PS genevois

SUCCÈS : STAHL GERLAFINGEN VIVRA !

Le PS s'est engagé avec succès pour l'industrie sidérurgique suisse. Mais le combat n'est pas terminé, comme l'ont montré les récentes mises à pied chez SwissSteel.

Le 21 octobre, des centaines de personnes se rassemblent sur la Place fédérale pour une manifestation. Trois semaines plus tard, le double de personnes manifeste devant l'entreprise « Stahl Gerlafingen » pour la même cause : le sauvetage de leurs emplois et des aciéries suisses. Stahl Gerlafingen, aciérie soleuroise depuis plus de 200 ans, est une entreprise cruciale pour la Suisse : elle recycle de la ferraille et produit ainsi de l'acier pour l'industrie du bâtiment pauvre en émissions de CO₂. Et, sans une production domestique, l'industrie du bâtiment suisse serait presque complètement dépendante des chaînes de livraisons étrangères. Or, ces chaînes peuvent rapidement s'écrouler, comme la crise du COVID l'a démontré.

Très vite, le PS a réagi et s'est engagé pour les ouvrières et ouvriers ainsi que pour la survie de l'industrie sidérurgique. Quelques jours seulement après les manifestations, notre conseiller national Roger Nordmann (VD) a conceptualisé une solution et l'a soumise à la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie. Celle-ci a soutenu la proposition, rapidement suivie de l'Assemblée fédérale.

La solution : pendant quatre ans, une partie des frais pour l'utilisation du réseau électrique sera remise aux aciéries suisses. Et le résultat : Stahl Gerlafingen renonce aux licenciements prévus – pour le moment.

Ce n'est malheureusement pas le cas de « Steeltec ». L'entreprise, située à Emmenbrücke dans le canton de Lucerne et qui appartient à SwissSteel, veut licencier 50 employé-es. En tout, 130 personnes devront quitter l'entreprise au premier trimestre 2025. Pour les syndicats, les employé-es concerné-es et leurs familles, le travail et la lutte pour la préservation des emplois dans cette industrie d'importance systémique se poursuivent.

Elisa Jeanneret, responsable de projet « médias » au PS Suisse



Des employé-es de Stahl Gerlafingen et Swiss Steel ont rencontré le Groupe socialiste aux Chambres fédérales à Berne.



6

questions à **Nathalie Gless**, 44 ans

Profession: Technicienne en radiologie, Responsable d'équipe et Cheffe de projet.

Hobbies: Les sports en plein air et plus particulièrement le trail et la plongée.

Présente-toi en quelques mots.

Femme dynamique et engagée, je défends avec conviction les valeurs qui m'animent et les idéaux auxquels je crois. Authentique et fidèle à mes principes, je reste en accord avec moi-même en toutes circonstances. Cette ligne de conduite constitue le fil rouge de ma vie, tant sur le plan personnel que professionnel.

Comment te décrirais-tu en trois mots ?

Humaniste, dynamique et déterminée.

Pourquoi avoir choisi de rejoindre le PS ?

Depuis mon adolescence, je m'engage pour les causes qui me tiennent à cœur. J'ai poursuivi cet engagement dans ma vie professionnelle, bien que cela n'ait pas toujours donné les résultats escomptés. La pandémie de COVID-19 a marqué une transformation sociétale, mêlant avancées positives et signaux inquiétants, notamment dans notre système de santé. Avec le temps, l'urgence d'agir en amont s'est imposée à moi. C'est pourquoi j'ai rejoint le PS, dans l'espoir d'informer, conseiller et contribuer à des solutions justes, durables et adaptées aux enjeux actuels.

Quelle est pour toi la priorité politique en Suisse ?

Pour moi, la priorité politique en Suisse est la santé. Notre système, fragilisé par des or-

ganisations obsolètes et coûteuses, nécessite une transformation en profondeur. Il est essentiel d'agir en amont avec une approche systémique, en valorisant les métiers de la santé pour faciliter le recrutement, en uniformisant les institutions publiques et privées pour garantir plus de cohérence, et en créant des cellules de contrôle pour superviser la gestion des fonds publics. Une réforme des assurances-maladie est également cruciale pour alléger le fardeau financier des familles et leur garantir un accès équitable aux soins. Par ailleurs, face aux transformations sociétales, il est indispensable de développer des services qui permettent un meilleur équilibre entre vie familiale et professionnelle, afin que les deux parents puissent travailler tout en élevant leurs enfants.

Si tu avais une baguette magique, quelle serait ta première action ?

Je ferais disparaître toutes les inégalités liées au genre, à l'origine, à la religion ou à l'orientation sexuelle. Je rêve d'un pays où nos enfants pourraient grandir en toute liberté, être pleinement eux-mêmes et s'épanouir sans crainte de jugement ni de discrimination.

Quelle est ta vision du PS dans vingt ans ?

Je suis convaincue que le PS a un rôle durable à jouer, peut-être sous une forme renouvelée, avec de nouveaux enjeux s'ajoutant à ceux d'aujourd'hui. J'aimerais croire que les partis parviendront à collaborer plus étroitement, favorisant une plus grande cohérence globale et des résultats qui répondent véritablement aux attentes de l'ensemble de la population.

LE RÉSULTAT

AVS 21

Le 12 décembre dernier, le Tribunal fédéral a confirmé la votation de 2022 sur le relèvement de l'âge de la retraite des femmes. Une décision qui prive les femmes d'une année de rente, malgré des rentes déjà inférieures d'un tiers à celles des hommes. Le PS Suisse demande des mesures concrètes pour combler les écarts de rentes, notamment la reconnaissance du travail de care et des solutions pour les emplois précaires. Le combat pour des retraites équitables continue.

CHIFFRE

2,5 %

Depuis le 1^{er} janvier 2025, les produits d'hygiène menstruelle bénéficient d'un taux de TVA réduit de 7,7 % à 2,5 %, suite à une motion du PS. Cette victoire, portée par les mobilisations féministes et progressistes, marque une avancée majeure contre la pauvreté menstruelle. Longtemps fiscalement traités comme des produits de luxe, les tampons et serviettes sont enfin reconnus comme des biens de première nécessité. Pourtant, la lutte continue : garantir un accès gratuit dans les écoles et lieux publics reste une priorité pour le PS. Ensemble, construisons une Suisse plus juste et solidaire !



Initiative pour la responsabilité environnementale

→ Mercredi 29 janvier
en ligne | 19 h 00 – 20 h 30

La crise climatique, l'extinction des espèces, la pollution de l'eau et des sols – notre mode de vie et de production a conduit à toute une série de crises environnementales. Nous analyserons les causes de cette situation et discuterons de la manière dont l'initiative pour la responsabilité environnementale peut être une réponse concrète à ces enjeux.



Le droit d'asile en Suisse

→ Jeudi 30 janvier
en ligne | 10 h 30 – 21 h 00

L'UDC attaque frontalement le droit d'asile en Suisse. Nous examinerons le déroulement d'une procédure d'asile et comment la situation s'est détériorée au cours des dernières années. Nous discuterons de ce que cela signifie concrètement pour les réfugié-es et des leviers politiques dont nous disposons pour agir.



Crise des médicaments et industrie pharmaceutique

→ Mercredi 5 février
en ligne | 19 h 30 – 21 h 00

Les médicaments sont essentiels pour garantir l'accès aux soins de santé dans le monde entier. Cependant, leur disponibilité est de plus en plus mise sous pression, notamment à cause des intérêts lucratifs de l'industrie pharmaceutique. Nous discuterons ensemble des causes de cette situation et des solutions possibles.



Programme de démantèlement du Conseil fédéral

→ Jeudi 13 mars
en ligne | 19 h 30 – 21 h 00

La ministre des Finances PLR Karin Keller-Sutter et les partis bourgeois attaquent la Suisse solidaire avec leur programme de coupes budgétaires. Leurs plans nous font reculer de plusieurs années en matière de pouvoir d'achat, de protection du climat et d'égalité. Les charges sont transférées aux plus démunis et les inégalités dans la population augmentent. Nous analyserons l'idéologie néolibérale qui se cache derrière ce programme de démantèlement et le frein à l'endettement, tout en discutant des moyens pour y résister.

ÉVÉNEMENTS POUR LES ÉLU-ES ET LES MEMBRES AVEC FONCTIONS AU SEIN DU PARTI

Mon rôle en tant que président-e de section

→ Jeudi 13 février
en ligne | 19 h 30 – 21 h 00
Pour les président-es de section

Les quelque 750 sections sont le cœur de notre parti. Les président-es de section y jouent un rôle central. Cette soirée sera consacrée à l'échange, avec des conseils et astuces pour relever les principaux défis. Nous présenterons également les outils de soutien proposés par le PS Suisse.



Tu peux t'inscrire ici à tous les événements:
→ www.pssuisse.ch/ps-formation

Politique financière communale et cantonale :

Comment agir en tant que parlementaires ?

→ Lundi 31 mars
en ligne | 19 h 30 – 21 h 00
Pour les parlementaires cantonaux-ales et communaux-ales

La justice économique, l'équilibre social et le développement durable sont au cœur de la politique socialiste. Les budgets cantonaux et communaux jouent un rôle crucial dans ces domaines. Nous examinerons les enjeux les plus pertinents de la politique financière des cantons, des villes et des communes, et nous discuterons des moyens pour intervenir efficacement dans les débats budgétaires annuels.